

**L'influence des organisations autochtones
urbaines prestataires de services sur la
mobilisation électorale de leurs membres
lors des élections canadiennes.**

Pauline Marchand,

Université Libre de Bruxelles

**L'influence des organisations autochtones urbaines prestataires de services
sur la mobilisation électorale de leurs membres lors des élections
canadiennes.**

Pauline Marchand¹.

Pauline Marchand est doctorante à l'Université Libre de Bruxelles. Ses recherches doctorales portent la mobilisation politique des Autochtones urbains au Canada. Plus généralement, elle s'intéresse à la participation politique, la sociologie électorale, les minorités et les mouvements sociaux.

¹ Je tiens à remercier le professeur Emilie Van Haute pour l'aide et le soutien qu'elle m'a apporté tout au long de ce projet.

Résumé.

Les Autochtones du Canada votent moins que les autres Canadiens lors des élections canadiennes ; cet article vise à étudier ce phénomène sous un angle nouveau, en analysant l'influence que peuvent avoir les organisations autochtones urbaines prestataires de services sur la mobilisation électorale de leurs membres. Tenant compte de la théorie du capital social de Putnam et du volontarisme civique de Brady, Schlozman et Verba, nous analysons dans quelle mesure ces organisations développent des actions *bridging*, de recrutement et d'information, susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres. Nous réalisons notre analyse à l'aide d'interviews menées auprès de neuf organisations, situées dans quatre villes de la province de l'Alberta. Nous concluons que ces organisations autochtones développent effectivement des actions susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres.

Abstract.

Aboriginals in Canada vote less than the other Canadians during the Canadian elections; this article aims to study this phenomenon from a new angle, analysing the possible influences of the social urban Aboriginal organizations on the electoral mobilization of their members. Considering the social capital theory of Putnam and the civic voluntarism model of Brady, Schlozman and Verba, we analyse if these organizations developed bridging actions, political recruitment actions and actions of information, likely to favour the electoral mobilization of their members. We develop this analysis thanks to interviews realized in nine organizations, situated in four Albertan cities. We conclude that, indeed, these Aboriginal organizations develop actions likely to favour the electoral mobilization of their members.

1. INTRODUCTION

La participation politique est une idée fondamentale liée à la démocratie : un même niveau de participation politique de tous les citoyens est souvent présenté comme un élément constitutif d'une véritable démocratie (Brady *et al.* 1993), qui en garantit sa légitimité (Dalton 2009). Le vote est la forme de participation politique la plus commune (Brady, Schlozman, Verba 1995 ; Putnam 2000) et il permet à la population d'avoir un effet de pression sur le gouvernement (Dalton 2009) ; pourtant, il est établi que les citoyens ne sont pas tous égaux face à l'acte électoral.

Au Canada, bien que le taux de participation électorale des Autochtones² ne puisse pas être déterminé avec précision (Ladner 2003), les études déjà réalisées³ montrent qu'il est inférieur à celui des Canadiens non-autochtones lors des élections canadiennes⁴ (Bedford, Howe 2009 ; Fournier, Loewen 2011). En effet, une étude menée par Elections Canada auprès de 556 Autochtones, lors de l'élection générale canadienne de 2000, met en évidence que leur taux de participation électorale est de 48%, ce qui est inférieur de 16% à la participation de la population canadienne dans son ensemble. Cette étude fut réalisée dans 264 réserves des Premières Nations, les Autochtones urbains⁵ n'y sont donc pas considérés (Guérin 2003) ; pourtant, il semblerait que ceux-ci soient « trois fois moins susceptibles de déclarer avoir voté à l'élection fédérale de 2000 que les Autochtones qui vivent en réserve » (Guérin 2003, p. 14).

² Dans ce travail, nous considérons comme étant Autochtones « les personnes ayant déclaré appartenir à au moins un groupe autochtone, c'est-à-dire Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit, et/ou les personnes ayant déclaré être des Indiens des traités ou des Indiens inscrits tel que défini par la *Loi sur les Indiens* du Canada, et/ou les personnes ayant déclaré appartenir à une bande indienne ou à une Première nation » (Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-645-x/89-645-x2010001-fra.htm>, consulté le 22 février 2015).

³ La majorité des études réalisées sur le sujet ont été commandées par Elections Canada (organisme indépendant et non partisan, chargé de la conduite des élections et des référendums fédéraux, relevant directement du Parlement canadien- www.elections.ca) : les informations retenues dans ce travail ont donc été fournies principalement par cette même source. Trouver d'autres sources s'est avéré très difficile ; de plus, les quelques fois où cela fut réalisé, les sources trouvées étaient elles-mêmes basées sur les études d'Elections Canada.

⁴ Dans cette étude, nous faisons référence aux élections canadiennes municipales, provinciales et fédérales, sans faire de distinction entre celles-ci, sauf lorsque cette distinction est explicitement établie.

⁵ Par opposition aux communautés autochtones vivant en Réserve, nous étudions dans ce travail les Autochtones urbains, c'est-à-dire les populations autochtones « qui résident en agglomérations urbaines (soit des grandes villes ou régions métropolitaines de recensement ou des agglomérations urbaines plus petites) » (Environics Institute, 2010).

Depuis une vingtaine d'années, Elections Canada s'intéresse davantage à la problématique du faible taux de vote autochtone et a mis sur pied divers programmes visant à augmenter celui-ci. Elections Canada a ainsi mené des recherches, en collaboration avec des organisations autochtones, afin de mieux comprendre le vote de cette communauté et organise régulièrement des tables-rondes avec celle-ci (Ladner, McCrossan 2007). Elections Canada a aussi créé des campagnes visant spécifiquement les Autochtones (guides d'information, annonces publicitaires, etc.) (Ladner, McCrossan 2007), un DVD à l'intention des jeunes et un programme d'éducation pour les enfants de cinq à dix ans (Ladner, McCrossan 2007). Un autre de ses programmes vise à assurer la présence d'agents lors des scrutins pour permettre aux Autochtones d'avoir des interprètes quand ils votent (Ladner, McCrossan 2007). Depuis 2006, en collaboration avec la *National Association of Friendship Centers*, Elections Canada a créé de nouveaux bureaux de vote en milieu urbain. Ainsi, les organisations autochtones sont des alliées indispensables pour promouvoir le vote auprès de leurs membres (Ladner, McCrossan 2007). Néanmoins, les disparités provinciales des campagnes d'information (Ladner, McCrossan 2007), mises en parallèle avec leurs taux respectifs de participation électorale autochtone (Guérin 2003), nous amènent à nous questionner sur l'efficacité de ces programmes. Divers programmes visant à améliorer la participation électorale des Autochtones au Canada ont donc été mis sur pied par Elections Canada, mais que leurs résultats sont incertains. Néanmoins, il apparaît que les organisations autochtones sont des acteurs-clés pour assurer leur efficacité et leur diffusion.

Les organisations autochtones restent peu étudiées ; pourtant, elles ont toujours joué un rôle essentiel au sein des communautés autochtones, en favorisant la communication et le partage de ressources. Elles permettent la survivance ethnique et ont accru l'attention portée aux Autochtones. De plus, elles ont toujours travaillé en faveur des droits sociaux et politiques de leur communauté et ont gagné de nombreux combats juridiques (Frideres, Gadacz 2008). Beaucoup d'Autochtones considèrent ces organisations comme « *a critical source of empowerment* » (Silver 2008, p. 150). Au Canada, la première organisation autochtone fut créée en 1870. Globalement, il existe quatre types d'organisations autochtones : les organisations de bande, locales, urbaines et pan-autochtones (Frideres, Gadacz 2008). Les Autochtones vivant en ville ont également été peu étudiés ; cependant, l'urbanisation des populations autochtones est un phénomène qui ne

cesse de croître (Frideres, Gadacz 2008). Les Autochtones urbains sont plus jeunes, plus pauvres et ont un taux de chômage plus élevé que le reste de la population urbaine canadienne. De plus, ceux-ci doivent faire face à de nombreuses discriminations (Belanger 2014). Lors de la création des premières organisations autochtones urbaines, les communautés autochtones ont dû se mobiliser afin de créer des organisations gérées par eux-mêmes et ancrées dans leurs traditions. Au début, ils n'étaient pas considérés par le gouvernement canadien comme étant capables de contrôler leurs propres associations. Encore aujourd'hui, il existe de nombreuses organisations visant à répondre aux besoins des Autochtones, dirigées par des non-Autochtones. Beaucoup d'entre elles sont considérées comme inefficaces et opportunistes par les Autochtones (Silver 2008). James Frideres a affirmé que les organisations du service public canadien ne sont pas parvenues à combler les besoins des Autochtones urbains à cause, entre autre, de leurs objectifs assimilationnistes. Les organisations gérées par des Autochtones sont donc essentielles (Frideres, Gadacz 2008). Elles sont devenues des lieux importants de discussion et sont de plus en plus utilisées par ces communautés pour défendre leurs intérêts. De plus, elles reçoivent une attention particulière de la part des médias canadiens (Silver 2008). Néanmoins, nombreuses sont celles manquant de fonds propres, qui se voient obligées de demander une aide financière au gouvernement canadien, en se pliant à certains critères imposés par celui-ci (Dosman 1972).

Plusieurs chercheurs ont insisté sur le manque de recherches effectuées sur la participation électorale des Autochtones au Canada (Alport, Hill 2010). Ce sont généralement des facteurs individuels (niveau d'analyse micro) et systémiques (niveau d'analyse macro) qui ont été avancés afin d'expliquer la faible participation électorale des Autochtones au Canada (Bedford, Howe 2009 ; Fournier, Loewen 2011 ; Guérin 2003 ; Harell, Panagos, Matthews 2009 ; Hunter 2003). Nous avons constaté un manque d'études réalisées au niveau méso : ce niveau d'analyse s'intéresse particulièrement aux agences intermédiaires (organisations, partis politiques, médias, etc.) et aux réseaux sociaux (Van Haute 2009). Ce constat, combiné à l'importance des organisations autochtones pour ces communautés, nous a mené à formuler la question de recherche suivante : « Dans quelle mesure l'action des organisations autochtones urbaines prestataires de services est-elle susceptible de favoriser, ou non, la mobilisation électorale de leurs membres lors des

élections canadiennes ? ». Nous définissons « organisations prestataires de services » comme étant les organisations délivrant des services professionnels (étant généralement menées par quelques personnes qualifiées, sans engager une large implication de leurs membres, par exemple : l'assistance médicale) et celles prestant des services sociaux (tels que du sport ou des activités culturelles, impliquant une forte implication de leurs membres) (Bailer, Schulz 2012). Le concept de mobilisation peut être défini comme « *the process by which candidates, parties, activists and groups induce other people to participate* » (Hansen, Rosenstone 2003, p. 25). Dans les termes « élections canadiennes », nous incluons tant les élections fédérales, que les élections provinciales et municipales. Afin de répondre à notre question de recherche, sur base de la théorie du capital social de Putnam et du volontarisme civique de Brady, Schlozman et Verba, nous avons émis l'hypothèse suivante : « Les organisations autochtones urbaines prestataires de services développent différents types d'actions susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres lors des élections canadiennes :

- Actions *bridging*- le caractère *bridging* des organisations permet à la population autochtone de s'informer sur la société canadienne et de la rencontrer;
- Actions de recrutement- les organisations sont des lieux officiels de recrutement ;
- Actions d'information- les organisations développent les capacités électorales de leurs membres, en les informant sur le système politique canadien global et en travaillant en partenariat avec Elections Canada. »

Afin de tester notre hypothèse, nous avons réalisé une étude de cas de la province de l'Alberta, dont le pourcentage d'Autochtones y résidant (6%), par rapport à l'ensemble de la population, est proche de la moyenne nationale (4%)⁶. Nous avons mené une enquête de terrain, dans deux grandes villes (Calgary et Edmonton, comptant plus de 700.000 habitants⁷) et deux villes de plus petite taille (Red Deer et Lethbridge, comptant moins de

⁶ « Pourcentage des Autochtones dans la population, 2006 », site internet de Statistique Canada, <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-558/figures/c1-fra.cfm> (page consultée le 3 juillet 2014).

⁷ « Population history », site internet de *The city of Edmonton*, http://www.edmonton.ca/city_government/facts_figures/population-history.aspx (page consultée le 3 juillet 2014) ; « 2013 civic census results », site internet de *The city of Calgary*, <http://www.calgary.ca/CA/city-clerks/Pages/Election-and-information-services/Civic-Census/2013-Results.aspx> (page consultée le 3 juillet 2014).

100.000 habitants⁸). Nous avons réalisé des entretiens semi-directifs auprès de membres du personnel de neuf organisations autochtones : l'*Alberta Native Friendship Centers Association*, le *Friendship Center* de chacune des villes étudiées, la *Calgary Urban Aboriginal Initiative*, l'*Urban Society for Aboriginal Youth*, la *Red Deer Urban Aboriginal Voices Society* et l'*Aboriginal Council of Lethbridge*.

Cet article commence par un état de l'art et le développement du cadre théorique choisi. Nous poursuivons en expliquant et en justifiant notre méthodologie. Par la suite, nous développons nos résultats de recherche. Nous terminons par une conclusion et par la formulation de recommandations pour des recherches futures.

2. THEORIES RELATIVES A LA MOBILISATION ELECTORALE

Les chercheurs ont généralement étudié et expliqué les déterminants de la participation électorale d'un point de vue individuel (niveau d'analyse micro) ou systémique (niveau d'analyse macro).

D'un point de vue individuel, trois modèles dominent la littérature : le modèle du choix rationnel, considérant les électeurs comme des acteurs rationnels (Brady, Schlozman, Verba 1995), le modèle des ressources, expliquant la participation électorale par des variables individuelles sociodémographiques (Kimball, Niemi 2011) et le modèle des attitudes, qui soutient que certaines attitudes favorisent la participation électorale, comme le « sens du devoir civique » (Hansen, Rosenstone 2003) ou l'identification partisane (Dalton 2009). Le modèle des ressources a souvent été évoqué pour expliquer la faible participation électorale des Autochtones canadiens, faisant particulièrement appel à trois facteurs sociodémographiques :

- l'âge- le taux de participation électorale augmente avec l'âge (Inglehart 1977) et l'âge médian des Autochtones (26 ans) est plus jeune que celui du reste de la population canadienne (40 ans)⁹ ;

⁸ « Census results », site internet de *The city of Red Deer*, <http://www.reddeer.ca/about-red-deer/population-and-demographics/census/census-results/> (page consultée le 3 juillet 2014) ; « Census results 2013 », site internet de *The city of Lethbridge*, <http://www.lethbridge.ca/City-Government/Census/Pages/Census-Results-2013.aspx> (page consultée le 3 juillet 2014).

⁹ « Population ayant une identité autochtone selon les groupes d'âge, l'âge médian et le sexe, chiffres de 2006 », site internet de Statistique Canada, <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97->

- le revenu- le taux de participation électorale est proportionnel aux revenus financiers des citoyens (Hansen, Rosenstone 2003) et la population autochtone a des revenus annuels moyens plus faibles que l'ensemble de la population canadienne (en 2005, respectivement 22 366 CAD et 33 394 CAD¹⁰) ;
- l'éducation- le taux de participation électorale est proportionnel au niveau d'éducation des individus (Dalton 2009) et les Autochtones ont un niveau d'éducation moyen inférieur à celui des autres Canadiens (en 2011, 29% des Autochtones de 25 à 64 ans n'avaient aucun diplôme, contre 12% de la population canadienne non-Autochtone du même âge¹¹).

Concernant les Autochtones canadiens, d'autres facteurs individuels ont été identifiés comme étant défavorables à leur participation électorale : la santé, la structure familiale (Bedford, Howe 2009), la mobilité résidentielle (Harell, Panagos, Matthews 2009), la dispersion géographique (Hunter 2003) ou les différences linguistiques (Guérin 2003, Hunter 2003).

Le modèle des attitudes a également été utilisé pour expliquer la faible participation électorale des Autochtones au Canada lors des élections canadiennes. La « légitimité » est essentielle pour comprendre le vote autochtone (Hunter 2003 ; Ladner, McCrossan 2007) puisque, selon certains chercheurs, les Autochtones ne considéreraient pas les non-Autochtones comme étant capables de représenter leurs intérêts et ils considéreraient donc le gouvernement canadien comme illégitime (Ladner, McCrossan 2007). Les sentiments de « méfiance » et d'« aliénation » des Autochtones envers la nation canadienne ont aussi été évoqués (Cairns 2003 ; Fournier, Loewen 2011).

D'un point de vue systémique, certains auteurs soulignent l'importance du contexte politique national (Hansen, Rosenstone 2003) ou du contexte particulier d'une élection pour en comprendre le taux de participation (Brady, Schlozman, Verba 1995). Ainsi, la présence de candidats autochtones, ou la tenue de débats sur des enjeux les concernant, lors d'une élection augmentent la probabilité de participation électorale de ces populations (Guérin

[558/pages/page.cfm?Lang=F&Geo=PR&Code=01&Table=1&Data=Count&Sex=1&Age=10&StartRec=1&Sort=2&Display=Page](http://www12.statcan.gc.ca/pub/89-645-x/2010001/c-g/c-g011-fra.htm) (page consultée le 7 août 2014).

¹⁰ « Revenu total médian en 2005, selon l'identité autochtone, population âgée de 25 à 54 ans », site internet de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-645-x/2010001/c-g/c-g011-fra.htm> (page consultée le 7 août 2014).

¹¹ « Le niveau de scolarité des peuples autochtones au Canada », site internet de Statistique Canada, http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-012-x/99-012-x2011003_3-fra.cfm (page consultée le 7 août 2014).

2003). La participation électorale varie également d'un type d'élection à l'autre (Ladner 2003).

Le facteur ethnique reste crucial pour comprendre le comportement électoral de certains citoyens (Featherman 1983). En effet, les scientifiques parlent de « vote ethnique » pour exprimer le fait qu'un électeur issu d'une minorité ethnique vote pour un candidat issu de la même communauté. Certains chercheurs, partisans de la théorie de l'*empowerment*, ont affirmé que les minorités ethniques représentées dans les organes politiques voteraient plus que celles qui ne le sont pas (Rocha *et al.* 2010). D'autres facteurs ont été identifiés comme favorisant le vote ethnique, tels les conditions socio-économiques (Wolfinger 1965), les différences linguistiques et la ségrégation résidentielle (Thomas, Zingher 2012) ou encore les effets des politiques publiques (Filer, Kenny, Morton 1991). Ces théories rejoignent, sous certains aspects, les recherches relatives à la mobilisation électorale des Autochtones au Canada ; c'est le cas de l'influence du statut socioéconomique ou des barrières linguistiques. Tout comme les partisans de la théorie de l'*empowerment*, Hunter affirme qu'une plus grande représentativité autochtone au sein des institutions canadiennes permettrait d'augmenter leur taux de participation électorale (Hunter 2003). Néanmoins, les facteurs historiques spécifiques liés à la relation complexe qu'entretiennent les Autochtones avec l'Etat canadien doivent également être pris en considération. Deux théories permettent de mieux appréhender cette situation (Harell, Panagos, Matthews 2009): la thèse du nationalisme (les relations de l'Etat canadien avec les Autochtones sont perçues par ces derniers comme des relations de Nation à Nation et les institutions communautaires sont donc les instances légitimes pour leur mobilisation politique) et la thèse du postcolonialisme (les institutions politiques ayant servi à la colonisation du peuple autochtone ne devraient pas être considérées comme un cadre politique adéquat et les Autochtones devraient s'abstenir de participer au maintien de celles-ci, perpétuant le colonialisme). Selon ces théories, la faible participation électorale des Autochtones peut être expliquée par la montée du sentiment identitaire de ceux-ci (Fournier, Loewen 2011, Ladner, McCrossan 2007). Au contraire, d'autres auteurs pensent qu'il n'y a pas de contradiction entre leur participation aux élections canadiennes et leur conscience identitaire : puisque les Autochtones sont obligés de vivre dans le cadre institutionnel canadien, il leur serait bénéfique d'y participer (Cairns 2003).

Diverses solutions institutionnelles ont déjà été proposées pour augmenter la participation électorale des Autochtones lors des élections canadiennes, comme la création de circonscriptions/districts électoraux autochtones (Ladner, McCrossan 2007) ou l'institution de sièges qui leur seraient réservés (Alport, Hill 2010). Les Autochtones ont une vision du monde et des croyances différentes de celles des non-Autochtones et il est important que celles-ci soient représentées dans les institutions politiques canadiennes (Hunter 2003). Néanmoins, compte tenu du sentiment identitaire autochtone, il n'est pas certain qu'une meilleure représentation engendrerait une plus grande participation électorale de leur part (Ladner 2003) ; il serait également nécessaire de changer la façon dont les Autochtones perçoivent la vie politique canadienne (Hunter 2003). Ainsi, afin de compléter ces propositions institutionnelles, il est nécessaire de s'intéresser à l'influence d'éléments situés à un niveau méso.

Notre travail vise donc à combler trois lacunes de la littérature existante. Tout d'abord, l'intérêt des chercheurs concernant l'influence des associations secondaires sur la mobilisation politique a diminué ces dernières décennies (Bellucci, Maraffi, Segatti 2007). Ensuite, nous venons de démontrer le manque d'études réalisées à un niveau d'analyse méso concernant la participation électorale des Autochtones au Canada. Enfin, nous étudions les Autochtones urbains car peu de scientifiques s'y sont intéressés, comparativement aux Autochtones vivant dans les réserves (Silver 2008).

De façon générale, les organisations secondaires sont de puissants agents de politisation. En effet, les associations non-politiques sont en mesure de politiser leurs membres, de les mobiliser pour participer à la vie politique ou encore d'influencer leur choix partisan (Bellucci, Maraffi, Segatti 2007). Leurs membres sont d'ailleurs plus susceptibles de participer à la vie politique que les autres citoyens (Hibbing, Theiss-More 2005), indépendamment de leur position sociale (Teorell 2003). Les organisations fournissent à leurs membres des informations politiques, leur permettent de développer des compétences particulières et des attitudes politiquement pertinentes (Bellucci, Maraffi, Segatti 2007). Tocqueville affirmait déjà que les organisations de la société civile agissaient comme des écoles de la démocratie (Bailer, Schulz 2012).

La première théorie à la base de notre analyse est celle du « capital social », de Putnam (2000)¹². Le « capital social » représente les relations entre les individus, leurs réseaux sociaux et les normes de réciprocité et de confiance qui s’y développent ; plus le réseau social d’un individu est dense, plus il est porteur de « vertu civique ». Cette dernière se traduit généralement par une plus grande confiance sociale et les personnes impliquées bénévolement dans des organisations sont plus intéressées et moins cyniques vis-à-vis de la politique. Putnam fait la différence entre le capital social *bridging* (permet aux individus d’avoir des réseaux sociaux divers et d’ainsi favoriser la réciprocité et la confiance) et *bonding* (renforce les identités et l’homogénéité au sein d’un même groupe). Le partage d’informations est plus aisé au sein d’un réseau étendu et hétérogène (Putnam 2000). Ainsi, les liens faibles entre les individus leur permettraient de rencontrer plus de gens et de multiplier les chances de se voir recruter pour une action politique (Teorell 2003). Le fait d’interagir avec des individus différents développerait la tolérance, ainsi que la confiance en les autres et envers le gouvernement (Hibbing, Theiss-More 2005). Par contre, le fait d’être dans un réseau social homogène ne permettrait pas de développer ces éléments (Hibbing, Theiss-More 2005).

La deuxième théorie utilisée dans ce travail est celle du volontarisme civique, de Brady, Schlozman et Verba (1995). Pour ceux-ci, ce sont dans les institutions dans lesquelles les individus sont impliqués tout au long de leur vie que ceux-ci acquièrent les capacités et les motivations nécessaires pour participer à la vie politique. Trois éléments peuvent expliquer l’abstention : le fait qu’un citoyen ne veuille pas voter, qu’il ne puisse pas ou que personne ne lui ait demandé de le faire. Les auteurs combinent ainsi trois facteurs : les attitudes, les ressources et le recrutement politique (Brady, Schlozman, Verba 1995). Selon eux, l’implication des citoyens dans des organisations non-politiques est une expérience extrêmement politisante ; cela leur permet de développer des attitudes politiquement pertinentes, d’acquérir les ressources nécessaires à la participation politique et d’augmenter leurs chances de se voir recruter pour une activité politique. Néanmoins, les auteurs estiment que ce sont les attitudes qui permettent le plus d’expliquer le vote, ou l’abstention,

¹² Nous avons choisi de nous baser sur la théorie de Putnam, qui reprend les termes « capital social » développés par Pierre Bourdieu, afin de pouvoir utiliser les définitions qu’il établit concernant le capital social *bridging* et *bonding*. De plus, nous avons jugé l’approche de Putnam particulièrement pertinente puisque « son approche du capital social (...) est centrée sur les communautés et non sur les individus qui les composent » (Deschenaux, Laflamme 2009).

d'un individu : en effet, le sentiment d'identification partisane, l'intérêt pour la politique et les connaissances politiques seraient, selon eux, les éléments les plus déterminants (Brady, Schlozman, Verba 1995).

D'autres auteurs se sont intéressés à l'influence des organisations secondaires sur la participation politique de leurs membres, en fonction de certains facteurs particuliers. Diverses études ont cherché à découvrir si le type d'organisations (Bellucci, Maraffi, Segatti 2007 ; Quintelier 2008) ou la façon dont les individus étaient impliqués au sein des associations (Ayala 2000, Quintelier 2008) avaient des effets particuliers sur leur participation politique.

Les organisations non-politiques auraient donc un effet politisant sur leurs membres ; il existe néanmoins certaines limites à ce phénomène. Premièrement, les individus qui rejoignent une même organisation sont généralement relativement homogènes, d'un point de vue sociodémographique, et cela n'engendrerait donc pas les bénéfices espérés. Deuxièmement, dans certaines circonstances, la participation civique risque de détourner les individus de la politique ; lorsque des services généralement dispensés par le gouvernement deviennent l'objet d'organisations communautaires, cela peut engendrer le désintérêt des individus vis-à-vis du gouvernement. Et troisièmement, certaines organisations ne semblent pas promouvoir des objectifs en accord avec la promotion d'une participation politique plus importante, comme des groupes fondés sur des valeurs non-démocratiques (Hibbing, Theiss-More 2005). Des doutes ont aussi été émis sur la causalité : est-ce le fait d'être engagé dans la vie communautaire qui amène les individus à voter, ou l'inverse ? (Brady, Schlozman, Verba 1995 ; Putnam 2000 ; Quintelier 2008). De plus, il existe un biais d'auto-sélection : les personnes qui sont actives dans des organisations sont généralement des personnes plus éduquées et plus riches (Stolle 1998). Nous devons garder à l'esprit ces éléments tout au long de notre analyse, afin d'être en mesure de relativiser nos résultats.

Concernant les Autochtones, deux études qualitatives arrivent à la même conclusion : si les Autochtones ne votent pas, c'est parce qu'ils ne le peuvent pas. La première étude, basée sur des focus-groupes réalisés avec 29 femmes autochtones australiennes, montre que ces femmes veulent être impliquées dans la vie politique australienne. Selon elles, une meilleure éducation politique et une meilleure représentation de leur peuple sont nécessaires. Elles affirment également que bien souvent elles ne savent pas comment faire

pour compléter correctement un bulletin de vote (Alport, Hill 2010). La seconde étude a été menée à Winnipeg (Canada) auprès de 40 Autochtones. Beaucoup d'entre eux souhaiteraient participer à la vie politique canadienne, estimant que c'est le meilleur moyen de protéger leur identité, mais ne le font pas car ils se sentent exclus du système politique canadien. Les Autochtones affirment que si des programmes d'information politique étaient mis sur pied, ils y prendraient part car actuellement ils ne connaissent pas grand-chose à la politique canadienne. Ils affirment aussi que si quelqu'un de leur communauté venait leur demander de participer à la vie politique canadienne, ils le feraient (Silver 2008).

Ainsi, afin de répondre à notre question de recherche « Dans quelle mesure l'action des organisations autochtones urbaines prestataires de services est-elle susceptible de favoriser, ou non, la mobilisation électorale de leurs membres lors des élections canadiennes ? », nous nous baserons sur la théorie du capital social de Putnam et sur la théorie du volontarisme civique de Brady, Schlozman et Verba. Tout d'abord, nous analyserons le caractère *bonding* ou *bridging* des associations étudiées. Ensuite, tenant compte des études qualitatives déjà menées auprès d'Autochtones, nous analyserons les actions que peuvent développer les organisations autochtones par rapport à l'amélioration des capacités électorales de leurs membres et à leur recrutement. Nous entendons par « capacités électorales » le fait de connaître le fonctionnement du monde politique et d'être informé sur les élections. Nous testerons l'hypothèse suivante : « Les organisations autochtones urbaines prestataires de services développent différents types d'actions susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres lors des élections canadiennes :

- Actions *bridging*- le caractère *bridging* des organisations permet à la population autochtone de s'informer sur la société canadienne et de la rencontrer;
- Actions de recrutement- les organisations sont des lieux officiels de recrutement ;
- Actions d'information- les organisations développent les capacités électorales de leurs membres, en les informant sur le système politique canadien global et en travaillant en partenariat avec Elections Canada. »

3. METHODOLOGIE

Afin de réaliser cette analyse, nous nous sommes rendus en Alberta, dont le pourcentage d'Autochtones y résidant (6%), par rapport à l'ensemble de la population, est proche de la moyenne nationale (4%)¹³. Nous sommes allés dans deux grandes villes (Calgary et Edmonton, comptant plus de 700.000 habitants¹⁴) et dans deux villes de plus petite taille (Red Deer et Lethbridge, comptant moins de 100.000 habitants¹⁵)¹⁶. Nous nous sommes intéressés aux organisations prestataires de services car nous estimons que celles-ci sont proches des citoyens et, qu'étant donné que la population autochtone a généralement un statut socio-économique défavorisé, les associations prestataires de services sont très présentes dans cette communauté. De plus, nous ne nous sommes intéressés qu'à des organisations dirigées par des Autochtones car nous estimons que celles-ci sont les plus susceptibles de pouvoir influencer le comportement de leurs membres.

Afin de tester notre hypothèse, nous avons sélectionné des organisations qui semblaient susceptibles de développer les actions supposées dans celle-ci. Pour cela, nous avons analysé leurs sites internet et leurs brochures officielles. Nous y avons relevé leurs fonctions officielles, ainsi que leurs programmes. Toutes les organisations sélectionnées visent à améliorer les conditions de vie des Autochtones urbains et accordent une importance particulière à leur reconnexion culturelle. Nous avons remarqué d'autres éléments, qui sont en lien direct avec notre hypothèse. Premièrement, les organisations étudiées visent à favoriser les rencontres entre les différentes communautés et peuvent donc être considérées comme *bridging*. Deuxièmement, toutes les associations favorisent les discussions et les rencontres entre le personnel et leurs membres. Ainsi, ces endroits

¹³ « Pourcentage des Autochtones dans la population, 2006 », site internet de Statistique Canada, <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-558/figures/c1-fra.cfm> (page consultée le 3 juillet 2014).

¹⁴ « Population history », site internet de *The city of Edmonton*, http://www.edmonton.ca/city_government/facts_figures/population-history.aspx (page consultée le 3 juillet 2014); « 2013 civic census results », site internet de *The city of Calgary*, <http://www.calgary.ca/CA/city-clerks/Pages/Election-and-information-services/Civic-Census/2013-Results.aspx> (page consultée le 3 juillet 2014).

¹⁵ « Census results », site internet de *The city of Red Deer*, <http://www.reddeer.ca/about-red-deer/population-and-demographics/census/census-results/> (page consultée le 3 juillet 2014); « Census results 2013 », site internet de *The city of Lethbridge*, <http://www.lethbridge.ca/City-Government/Census/Pages/Census-Results-2013.aspx> (page consultée le 3 juillet 2014).

¹⁶ Annexe 1 : informations au sujet des chiffres précis de la population autochtone et non-autochtone dans les villes étudiées.

sont propices à l'échange d'informations et au recrutement. Néanmoins, tenant compte de la fonction apolitique de ces organisations, nous pensons que ce recrutement est officieux. Pour terminer, les associations n'ont aucun programme d'information politique officiel, mais au vu de leur fonction visant à favoriser une meilleure compréhension entre les Autochtones et l'ensemble de la société canadienne, nous pensons qu'elles informent leurs membres sur le système politique canadien global, de façon non-partisane. Nous supposons également que les organisations sélectionnées ont été contactées par Elections Canada, afin d'établir avec eux des partenariats.

L'échantillon final sélectionné pour l'analyse comprend trois types d'organisations : une organisation visant les jeunes (de 12 à 29 ans¹⁷), des *Friendship Centers* et des organisations structurées en groupes de discussion. L'association visant les jeunes est intéressante car il a été établi que les jeunes votent moins que les personnes plus âgées et nous voulions observer si cette association accordait une place à l'éducation politique de ses membres. Les *Friendship Centers* sont des structures primordiales dans l'accueil des Autochtones migrant de leurs réserves vers la ville ; ils font partie des associations autochtones les plus anciennes à avoir été gérées par les Autochtones et sont présentes sur l'ensemble du territoire canadien (119 *Friendship Centers* sont intégrés dans la *National Association of Friendship Centers*). Les organisations du dernier type étudié sont des lieux de discussion qui réunissent des acteurs divers, définissant les problèmes rencontrés par les Autochtones urbains. Ces organisations peuvent être considérées comme étant prestataires de services car leur travail vise à améliorer ceux-ci et elles en informent continuellement leurs membres. L'échantillon sélectionné est donc représentatif des différentes organisations existantes, tant sur le plan géographique que structurel, et comprend les organisations suivantes :

- *Alberta Native Friendship Centers Association (ANFCA)*, Edmonton.
- Les *Friendships Centers (FC)* suivants: *Aboriginal Friendship Center of Calgary*, *Canadian Native Friendship Center of Edmonton*, *Red Deer Native Friendship Society* et *Sik-Ooh-Kotoki Friendship Society of Lethbridge*.
- *Calgary Urban Aboriginal Initiative (CUAI)*.
- *Urban Society for Aboriginal Youth (USAY)*, Calgary.

¹⁷ « About USAY », site internet de l'*Urban Society for Aboriginal Youth*, <http://www.usay.ca/about> (page consultée le 6 août 2014).

- *Red Deer Urban Aboriginal Voices Society (Red Deer UAVS).*
- *Aboriginal Council of Lethbridge (ACL).*

Afin de vérifier si les organisations, en développant des actions *bridging*, de recrutement et d'information, sont effectivement susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres, nous avons réalisé des interviews semi-directives de membres du personnel de ces neuf associations autochtones, en mars et avril 2014, d'abord à Calgary, puis à Edmonton, Red Deer et Lethbridge¹⁸. Lors de nos contacts avec les personnes interrogées, nous présentions notre projet comme l'étude du rôle général de ces organisations pour les Autochtones urbains; en effet, nous voulions être en mesure d'observer si les individus allaient évoquer la mobilisation électorale de leurs membres par eux-mêmes¹⁹. Lors de la retranscription des entretiens, nous n'avons sélectionné que les éléments pertinents pour notre étude ; ainsi chaque interview retranscrite se compose de deux à cinq pages, et le corpus final analysé se compose de 27 pages. Nous avons opté pour une analyse qualitative des entretiens, en effectuant une analyse thématique de contenu.

5. ANALYSE

a. *Actions bridging*

La première partie de notre analyse vise à tester la première partie de notre hypothèse : « Le caractère *bridging* de ces organisations permet à la population autochtone de s'informer sur la société canadienne et de la rencontrer». Pour cela, nous nous sommes intéressés aux éléments démontrant que les associations autochtones favorisent les rencontres entre les personnes de leur communauté et les autres Canadiens, mais également qu'elles travaillent en partenariat avec des organisations issues de la société canadienne non-autochtone. Certaines organisations comptent également des membres non-autochtones au sein de leur structure interne. Le dernier élément auquel nous avons prêté attention est la façon dont les membres du personnel interrogés perçoivent, ou non,

¹⁸ Annexe 2 : informations précises au sujet du déroulement des entretiens.

¹⁹ Annexe 3 : guide d'entretien utilisé lors des interviews.

l'importance d'établir une meilleure compréhension entre les Autochtones et les non-Autochtones.

Nous voulions tout d'abord observer le fait que les interviewés considèrent, ou non, que l'une des missions globales de leur travail était d'améliorer la compréhension et les échanges entre les Autochtones et la société canadienne : trois personnes interrogées sur neuf ont inclus spontanément le rôle de *bridge* de l'association dans leurs objectifs globaux (le FC de Calgary, de Red Deer et l'ACL). Cependant, les membres du FC de Red Deer, de Calgary et de l'ACL semblent penser que leur rôle est avant tout d'informer la population canadienne au sujet des Autochtones, et non l'inverse. Le FC de Lethbridge affirme que ce travail d'information est particulièrement important auprès des nouveaux immigrants, mais il n'aborde pas les autres Canadiens. Les personnes de CUIAI et du FC d'Edmonton ont utilisé spontanément le terme « *bridging* ». Ainsi, six organisations évoquent spontanément leur intention de mettre sur pied des actions *bridging*.

Les entretiens ont révélé que l'ANFCA, CUIAI, le FC d'Edmonton, de Calgary, de Red Deer, ou encore l'ACL, ont des partenariats officiels avec des associations non-autochtones (tels des universités, des musées ou encore des ONG). Plusieurs associations (les mêmes que celles citées au point précédent, à l'exception du FC de Calgary) organisent également des événements avec des partenaires non-Autochtones. La personne du FC de Red Deer évoque des activités avec les communautés de nouveaux immigrants, et non pas avec les Canadiens dans leur ensemble. Seuls l'USAY, la Red Deer UAVS et le FC de Lethbridge nous ont affirmé qu'ils n'avaient pas de partenaires non-Autochtones. Six des neuf organisations analysées déclarent ainsi avoir des partenaires non-autochtones et cinq d'entre elles organisent également des événements permettant aux différentes communautés de se rencontrer. Certaines organisations incluent également des membres non-autochtones au sein de leur structure interne, c'est le cas du FC de Calgary, de la Red Deer UAVS et de CUIAI. Le FC de Calgary est le seul FC à affirmer que des non-Autochtones siègent dans son conseil d'administration. Sachant que les FC sont des structures homogènes existant sur l'ensemble du Canada, nous pouvons nous demander si le FC de Calgary fait figure d'exception ou si les autres FC ont tout simplement omis de nous préciser que des personnes non-autochtones étaient présentes au sein de leur structure interne.

Indépendamment de ces éléments volontairement étudiés, nous avons observé un fait important, révélateur du caractère *bridging* des associations. Cinq organisations insistent sur le fait qu'elles sont ouvertes à tous, Autochtones et non-Autochtones, et qu'elles sont avant tout inclusives (le FC d'Edmonton, de Calgary, de Lethbridge, de Red Deer et CUIAI).

Le tableau 1 synthétise les informations recueillies sur les actions *bridging* mises en place par les associations. Les organisations considérées comme étant *bridging* (surlignées dans le tableau) sont celles qui répondent pleinement à au moins deux des cinq critères observés dans notre travail.

Tableau 1- Actions *bridging* des organisations analysées.

Organisations	Objectif <i>Bridging</i>	Partenaires non-Autochtones	Événements <i>Bridging</i>	Structure <i>bridging</i>	Inclusif/ ouvert à tous
ANFCA	non	oui	oui	non	non
FC Edmonton	oui	oui	oui	non	oui
FC Calgary	oui (limité ²⁰)	oui	non	oui	oui
FC Red Deer	oui (limité)	oui	oui	non	oui
FC Lethbridge	oui (limité)	non	non	non	oui
CUIAI	oui	oui	oui	oui	oui
USAY	non	non	non	non	non
ACL	oui (limité)	oui	oui	non	non
Red Deer UAVS	non	non	non	oui	non

Légende- Organisations menant des actions *bridging*.

Seules trois organisations sur neuf ne sont pas *bridging* : le FC de Lethbridge, l'USAY et la Red Deer UAVS. Nous ne pouvons établir aucun lien systématique entre le type d'organisation étudié et le fait que celle-ci développe, ou non, des actions *bridging*.

Nous validons donc la première partie d'hypothèse : « Le caractère *bridging* de ces organisations permet à la population canadienne de s'informer sur la société canadienne et de la rencontrer». En effet, la majorité des organisations étudiées remplissent cette fonction, avec néanmoins deux limites, qui pourraient amoindrir l'effet positif de leur caractère *bridging* sur la participation électorale de leurs membres. Tout d'abord, le FC de

²⁰ Par « limité », nous entendons le fait que l'organisation accorde surtout de l'importance à informer la société canadienne au sujet des populations autochtones, et non l'inverse.

Red Deer, ainsi que l'ACL, nous ont parlé de leurs initiatives visant à favoriser les rencontres et la compréhension entre les Autochtones et les nouveaux immigrants au Canada mais n'abordent pas la question des relations entre les Autochtones et la population canadienne dans son ensemble. Deuxièmement, plusieurs organisations semblent surtout travailler en faveur d'une meilleure information de la population canadienne au sujet des Autochtones, et non l'inverse. Le caractère *bridging* de celles-ci pourrait alors être limité en ne s'exerçant que dans un sens.

b. Actions de recrutement

La deuxième partie de notre analyse vise à tester la deuxième partie de notre hypothèse : « Ces organisations sont des lieux officiels de recrutement ». Nous entendons par là le fait que le personnel de l'organisation incitera les membres de celle-ci à aller voter, mais que cela ne sera pas une action officiellement reconnue de l'association. Une des limites de notre étude est que nous n'avons pas été en mesure d'interroger des Autochtones membres des associations ; nous n'analyserons donc que les actions de recrutement informelles réalisées par les membres du personnel.

Seuls les FC d'Edmonton et de Lethbridge ont répondu négativement à la question suivante : « *Do you think that the organization has any political function, even if it's an a-political organization ?* » L'USAY, quant à elle, évite d'y répondre, tandis que le FC de Calgary, de Red Deer et l'ACL affirment exercer une fonction politique mais tempèrent leur réponse en limitant cette fonction à certains éléments bien précis. Seules l'ANFCA, la Red Deer UAVS et CUIAI déclarent, sans réserve, exercer une fonction politique.

Lorsque nous demandions aux interviewés s'ils informaient les membres de l'organisation au sujet de questions politiques, seule l'ANFCA aborde directement et spontanément la question de la mobilisation électorale : « (...) *Nationally there has been a lot of push to encourage our members to participate in election and we explain to them why it's important (...). We are not going to tell people who to vote for, but we can get people to the polls.* ». De plus, le FC de Calgary et CUIAI évoquent le fait que la population autochtone du Canada vote très peu. Cette spontanéité démontre que la question de la faible

mobilisation électorale autochtone est connue de certaines associations et qu'elles y accordent une importance incontestable.

Suite à la question leur demandant si elles informaient leurs membres lors des élections canadiennes, quatre organisations sur les neuf interrogées (le FC d'Edmonton, de Red Deer, CUI et l'USAY) nous parlent naturellement de l'importance qu'elles accordent à la mobilisation électorale de leurs membres ; même le FC d'Edmonton et l'USAY qui, jusque-là, affirmaient ne pas avoir de fonction politique, déclarent encourager les Autochtones urbains à aller voter. Dans le cas contraire, certaines organisations ayant affirmé avoir une fonction politique ne déclarent pas encourager leurs membres à aller voter (le FC de Calgary, l'ACL et la Red Deer UAVS). Les entretiens ont également révélé que les organisations mettaient en place des actions pratiques de recrutement : l'ANFCA, le FC de Red Deer et USAY organisent des navettes pour conduire leurs membres qui le désirent aux bureaux de vote, lors des élections canadiennes. L'ANFCA organise également des services de baby-sitting pour les parents qui pensaient ne pas aller voter en affirmant que ce n'était pas possible car ils devaient s'occuper de leurs enfants. La personne de l'USAY explique qu'auparavant le personnel de l'organisation avait organisé des bus afin d'emmener leurs membres aux bureaux de vote mais que cela n'a pas amené de différence en terme de mobilisation électorale. Ces éléments répondent à certains facteurs individuels, évoqués dans l'état de l'art, qui pourraient expliquer la faible participation électorale de la population autochtone au Canada (structure familiale, etc.). Néanmoins, seules trois organisations affirment organiser ce genre d'incitant à la participation électorale, et, l'une d'entre elles affirme que cela n'a pas permis d'améliorer la mobilisation de ses membres lors des élections. Le FC de Lethbridge et l'ANFCA mentionnent également le fait que certains FC sont parfois utilisés comme bureau de vote ; cela réduirait les contraintes pratiques liées au vote pour les Autochtones.

Le tableau 2 synthétise l'analyse du rôle actif des organisations étudiées dans le recrutement de leurs membres lors des élections canadiennes. Le fait qu'une organisation déclare avoir une fonction politique ou organiser des navettes les jours d'élection n'a pas été pris en compte pour déterminer la stratégie de recrutement des organisations ; néanmoins, ces informations ont été insérées dans le tableau afin de réaliser des comparaisons plus facilement. Ainsi, les organisations considérées comme développant des actions de

recrutement (soulignées dans le tableau) sont celles qui affirment explicitement encourager leurs membres à aller voter.

Tableau 2- Stratégie de recrutement des organisations analysées.

Organisations	Fonction politique	Recrutement	Navettes
<u>ANFCA</u>	Oui	oui	oui
<u>FC Edmonton</u>	Non	oui	non
FC Calgary	oui	non	non
<u>FC Red Deer</u>	oui	oui	oui
FC Lethbridge	Non	non	non
<u>CUAI</u>	Oui	oui	non
<u>USAY</u>	-	oui	oui
ACL	oui	non	non
Red Deer UAVS	Oui	non	non

Légende : Organisations menant des actions *bridging* / Organisations menant des actions de recrutement.

Les organisations qui déclarent avoir une fonction politique ne correspondent pas nécessairement à celles qui affirment encourager leurs membres à aller voter. Par opposition à cela, toutes les associations organisant des navettes pour emmener leurs membres aux bureaux de vote sont également des associations qui déclarent encourager leurs membres à voter. Il n’y a pas de lien systématique entre le fait qu’une organisation soit *bridging* et qu’elle développe des actions de recrutement. L’ANFCA, le FC d’Edmonton, de Red Deer et la CUIAI développent des actions *bridging* et de recrutement. L’USAY ne met pas en place des actions *bridging* mais encourage ses membres à se rendre aux urnes. Le FC de Calgary et l’ACL développent des actions *bridging* mais pas de recrutement. Le FC de Lethbridge et la Red Deer UAVS ne développent aucun des deux types d’actions étudiés jusqu’à présent. Une fois de plus, nous ne pouvons établir aucun lien systématique entre le type d’organisations étudié et le fait que celles-ci mettent en place, ou non, des actions de recrutement.

Plus de la moitié des associations affirment inciter leurs membres à aller voter. Nous pouvons donc confirmer la deuxième partie de notre hypothèse : « Ces organisations sont

des lieux officiels de recrutement ». La majorité des organisations aborde d'ailleurs le sujet du recrutement politique spontanément ; ainsi, nous pouvons supposer que ces actions de recrutement développées par les organisations autochtones non-politiques sont relativement importantes lors des élections.

c. Actions d'information

La dernière partie de notre analyse concerne la troisième partie de notre hypothèse : « Ces organisations développent les capacités électorales de leurs membres, en les informant sur le système politique canadien global et en travaillant en partenariat avec Elections Canada ». Dans cette partie, nous avons tenté d'observer si les associations informaient leurs membres au sujet des questions politiques et du système politique canadien global. Ensuite, nous avons voulu savoir si les associations informaient également leurs membres lors des élections canadiennes, et si oui, quels types d'informations elles délivraient, et comment. Pour terminer, nous avons questionné les individus sur leurs partenariats avec Elections Canada.

Tout d'abord, seule la personne de l'USAY déclare ne pas informer les membres de l'association au sujet des questions politiques. La personne du FC d'Edmonton, quant à elle, dit qu'elle ne sait pas. Toutes les associations ayant déclaré informer leurs membres sur la politique précisent qu'elles ne servent qu'à véhiculer l'information. De plus, le FC de Calgary, la Red Deer UAVS et l'ACL, n'évoquent que des questions politiques visant directement les Autochtones, et non pas des questions en lien avec la politique canadienne globale. L'USAY et l'ACL affirment tous deux, qu'étant financés par le gouvernement canadien, ils doivent être modérés s'ils abordent les questions politiques avec leurs membres.

Nous tentons ensuite de savoir si les associations autochtones étudiées informaient leurs membres lors des élections canadiennes, et si oui, quelles informations étaient transmises, et par quels moyens. Certaines organisations ont déclaré informer leurs membres à propos des aspects « techniques » du processus politique (le FC de Calgary et CUIAI). Ensuite, plusieurs organisations (le FC d'Edmonton, le FC de Red Deer, la CUIAI, l'USAY, l'ACL) ont affirmé délivrer à leurs membres des informations pratiques sur le vote (où, quand et comment voter) et des informations concernant les candidats ou l'importance de se

rendre aux urnes. Le FC de Lethbridge affirme se limiter au partage d'informations pratiques. De plus, il précise que, bien qu'il délivre certaines informations concernant l'acte électoral, il ne force pas et n'encourage pas ses membres à cette pratique. Concernant la façon dont les organisations délivrent ces informations, le FC de Red Deer est le seul qui déclare afficher ces informations sur un tableau, dans ses locaux. Le FC d'Edmonton ainsi que la CUIAI privilégient la voie informatique. L'USAY et l'ACL, quant à eux, affirment servir de référent en renvoyant leurs membres vers les sites internet qui leur permettront de trouver les informations qu'ils recherchent. Certaines limites peuvent être constatées face à ces moyens de partage de l'information. Premièrement, les associations qui délivrent des informations uniquement par internet risquent de ne toucher qu'une partie de leurs membres ; les effets de cette limite sont d'autant plus importants que les personnes qui n'ont pas accès à internet sont souvent celles qui ont un statut socio-économique faible et qui sont donc davantage susceptibles de ne pas voter. Deuxièmement, les associations délivrant des informations uniquement dans leurs locaux ne véhiculent ces informations qu'auprès des membres qui s'y rendent physiquement. Ainsi, une combinaison de différents moyens de partage de l'information serait nécessaire pour que les associations informent un maximum de leurs membres.

De nombreuses associations ont affirmé organiser régulièrement des débats entre les différents candidats se présentant aux élections (FC Calgary, FC Red Deer, CUIAI, ACL). Les différentes personnes interrogées évoquent des débats organisés lors des élections municipales uniquement. Qu'en est-il des élections aux autres niveaux de pouvoir ? Une autre chose a attiré notre attention : alors que le FC de Lethbridge affirme ne pas du tout promouvoir la mobilisation électorale de ses membres, l'ACL déclare avoir, dans le passé, co-organisé des débats avec celui-ci. Cela signifie-t-il que le FC de Lethbridge a opéré un changement dans sa politique d'action ? Ou bien que certaines personnes interrogées ne nous ont pas informés de certaines informations qui auraient pu nous être utiles ?

Le dernier point abordé concernait les supposés partenariats établis entre les associations autochtones et Elections Canada. Contre toute attente, aucune des organisations interrogées n'a connaissance d'un quelconque programme ou partenariat mis en place avec Elections Canada²¹.

²¹ Lors de certains entretiens, nous n'avons pas jugé nécessaire de poser cette dernière question : compte tenu de la façon dont certaines personnes avaient répondu aux questions précédentes, nous avons supposé que leur

Le tableau 3 synthétise les données recueillies quant aux actions d'information développées par les organisations étudiées. Les organisations considérées comme développant activement des actions d'information (marquées d'un astérisque dans le tableau) sont celles qui répondent à un des deux critères suivants : soit elles partagent pleinement des informations relatives aux élections avec leurs membres, soit elles répondent pleinement à au moins deux critères observés dans cette partie de notre analyse.

Tableau 3- Actions d'information des organisations analysées.

Organisations	Politique générale	Informations élections	Débats	Relais Elections Canada
<u>ANFCA</u>	oui	non	non	non
<u>FC Edmonton*</u>	-	oui	non	-
<u>FC Calgary*</u>	oui (limité ²²)	non	oui	non
<u>FC Red Deer*</u>	oui (limité)	oui	oui	non
<u>FC Lethbridge</u>	oui (limité)	oui (limité)	non	-
<u>CUAI*</u>	oui	oui	oui	non
<u>USAY*</u>	non	oui	non	-
<u>ACL*</u>	oui (limité)	oui	oui	non
<u>Red Deer UAVS</u>	oui (limité)	non	non	-

Légende : Organisations menant des actions *bridging* / Organisations menant des actions de recrutement / Organisation menant des actions d'information*

Les organisations qui ne développent pas pleinement des actions d'information sont généralement celles qui ne développent pas non plus d'actions *bridging* ni de recrutement (la Red Deer UAVS et le FC de Lethbridge). A l'opposé, le FC de Red Deer, le FC d'Edmonton et la CUIAI sont les trois organisations qui développent pleinement les trois types d'actions supposés au début de notre travail. L'ANFCA est la seule organisation qui semble mettre sur pied des actions *bridging* et de recrutement, mais pas d'information. Le FC de Calgary et l'ACL, développent des actions *bridging* et d'information, mais pas de recrutement. L'USAY

réponse serait non. Néanmoins, à postériori, cet élément semble être une erreur de notre part. Notons tout de même que la majorité des organisations analysées, c'est-à-dire cinq organisations sur les neuf, nous ont clairement affirmé n'avoir aucun partenariat avec Elections Canada, ce qui infirme de toute façon cette partie de notre hypothèse.

²² Par « limité », nous entendons soit le fait que l'association informe ses membres au sujet de questions politiques canadiennes uniquement si celles-ci concernent directement les Autochtones, soit le fait que l'organisation informe ses membres si ceux-ci le demande, mais ne l'encourage pas.

n'est pas *bridging*, mais elle développe néanmoins des actions de recrutement et d'information. Au niveau de la comparaison entre les différents types d'organisations étudiés (organisation ciblant les jeunes, *Friendship Centers* et organisations structurées en groupes de discussion), tout comme pour les deux premiers types d'actions étudiés, nous ne pouvons établir aucun lien particulier.

Ainsi, six organisations sur les neuf étudiées mettent en place des actions d'information auprès de leurs membres. Nous validons donc la troisième partie de notre hypothèse, du moins partiellement : « Ces organisations développent les capacités électorales de leurs membres (...) ». Pour la suite, « (...) en les informant sur le système politique canadien global et en travaillant en partenariat avec Elections Canada », nous devons l'infirmier. Les organisations autochtones informent avant tout leurs membres lors des élections canadiennes, au sujet des modalités pratiques de vote, des différents candidats ou encore de l'importance de se rendre aux urnes. D'un autre côté, aucune organisation ne relaye une quelconque information émanant d'Elections Canada. De plus, certaines organisations, qui déclarent informer leurs membres sur des questions politiques globales, ne le font que partiellement : elles informent leurs membres d'évènements politiques liés au système canadien uniquement lorsque ceux-ci concernent directement les Autochtones.

Pour conclure, nous sommes en mesure de confirmer les deux premières parties de notre hypothèse : les associations sont susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres car elles développent des actions *bridging* et des actions de recrutement. Contrairement à cela, nous ne pouvons valider que partiellement la troisième partie de cette hypothèse : les organisations en question sont susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres car elles développent des actions d'information, mais n'informent pas leurs membres au sujet du système politique canadien global et ne travaillent pas en partenariat avec Elections Canada. Par contre, elles informent leurs membres au sujet des élections canadiennes et des modalités pratiques liées au vote.

Tableau 3- Récapitulatif (nombre d'actions étudiées jouées par chaque organisation).

Organisations	Actions <i>bridging</i> (sur 5)	Actions de recrutement (sur 3)	Actions d'information (sur 4)	Total (sur 12)

ANFCA	2	3	1	6
FC Edmonton	4	1	1	6
FC Calgary	3,5	1	1,5	6
FC Red Deer	3,5	3	2,5	9
FC Lethbridge	1,5	0	1	2,5
CUAI	5	2	3	10
USAY	0	2	1	3
ACL	2,5	1	2,5	6
Red Deer UAVS	1	1	0,5	2,5

6. CONCLUSION

Les Autochtones du Canada votent moins que les autres Canadiens lors des élections canadiennes ; pourtant, l'implication de tous les individus dans le processus politique en garantit sa légitimité (Dalton 2009). De nombreux éléments ont été étudiés pour expliquer le faible taux de participation électorale des Autochtones au Canada. Néanmoins, très peu de recherches ont été menées à un niveau d'analyse méso. De plus, les Autochtones urbains ont été moins étudiés que les Autochtones vivant en réserve et la plupart des études relatives à notre sujet ont été menées de façon quantitative. C'est avec la volonté de combler ces lacunes, et suite à la constatation de l'importance des organisations autochtones pour ces populations et de l'influence que celles-ci peuvent avoir sur la mobilisation électorale de leurs membres, que nous avons formulé notre question de recherche : « Dans quelle mesure l'action des organisations autochtones urbaines prestataires de services est-elle susceptible de favoriser, ou non, la mobilisation électorale de leurs membres lors des élections canadiennes ? » Nous avons étudié neuf organisations travaillant pour, et gérées par, les Autochtones, situées en Alberta, dans des villes de tailles différentes et ayant des structures internes diverses. En nous basant sur la théorie du capital social et sur celle du volontarisme civique, nous avons établi l'hypothèse suivante : « Les organisations autochtones urbaines prestataires de services développent différents types d'actions susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres lors des élections canadiennes :

- Actions *bridging*- le caractère *bridging* des organisations permet à la population autochtone de s'informer sur la société canadienne et de la rencontrer;
- Actions de recrutement- les organisations sont des lieux officiels de recrutement ;

- Actions d'information- les organisations développent les capacités électorales de leurs membres, en les informant sur le système politique canadien global et en travaillant en partenariat avec Elections Canada. »

Grâce à l'analyse qualitative d'entretiens semi-directifs réalisés auprès de membres du personnel travaillant au sein de ces organisations, nous pouvons confirmer le fait que les organisations autochtones étudiées développent des actions *bridging* et de recrutement envers leurs membres. Elles développent également des actions d'information, mais elles n'informent pas leurs membres au sujet du système politique canadien global et elles ne travaillent pas en partenariat avec Elections Canada ; par contre, elles les informent au sujet des élections canadiennes et de leurs modalités pratiques. Cet élément répond davantage aux besoins des Autochtones relevés dans les études qualitatives mentionnées ci-dessus. Nous avons observé deux éléments principaux pouvant limiter l'impact des actions développées par ces organisations. Premièrement, certaines d'entre elles informent surtout la société canadienne (ou parfois uniquement les nouveaux immigrants) au sujet de la situation des Autochtones, et non l'inverse ; cet élément peut amoindrir l'effet positif du caractère *bridging* des organisations. Deuxièmement, certaines organisations véhiculent des informations concernant les élections canadiennes uniquement par l'un des deux moyens suivants : via internet ou via des brochures et des tableaux d'affichage dans leurs bureaux. Ces deux canaux d'information ont une portée limitée et il pourrait donc être intéressant que les organisations les combinent afin d'atteindre un maximum de membres. Nous pouvons néanmoins conclure que la majorité des organisations autochtones urbaines prestataires de services sont susceptibles de favoriser la mobilisation électorale de leurs membres car elles développent des actions *bridging* (qui permettent à la population autochtone de s'informer sur la société canadienne et de la rencontrer), de recrutement (en étant des lieux officiels de recrutement) et d'information (en informant leurs membres sur les élections canadiennes et leurs modalités pratiques).

Notre recherche comporte certaines limites. Tout d'abord, nous n'avons analysé qu'un nombre limité d'organisations autochtones urbaines prestataires de services et celles-ci se situaient toutes dans la province de l'Alberta. Ensuite, nous n'avons pas été en mesure d'interroger des Autochtones membres des associations. Ainsi, il serait important de poursuivre les recherches au sujet de la faible mobilisation électorale des Autochtones au Canada. Il serait intéressant de réaliser des entretiens avec plusieurs personnes (ayant des

fonctions différentes) travaillant dans une même organisation et de réaliser des entretiens avec les membres des organisations eux-mêmes. Bien que nous estimions que l'Alberta est une province représentative de l'ensemble du territoire canadien, il serait intéressant de mener des recherches dans d'autres provinces afin d'observer l'influence éventuelle du contexte sur les actions développées par les associations. Il serait également pertinent de mener des recherches en lien avec les éléments de notre hypothèse que nous n'avons pas été en mesure de valider : pourquoi les organisations autochtones urbaines prestataires de services n'informent-elles pas leurs membres sur le système politique canadien global ? Et pourquoi aucune des organisations étudiées ne semble être en contact avec Elections Canada, alors que cet organisme prétend avoir des partenariats avec les organisations autochtones?

Comme l'a démontré ce travail, par leur action, les organisations autochtones urbaines prestataires de services sont susceptibles de jouer un rôle important favorisant la mobilisation électorale de leurs membres. Nous pensons que celles-ci devraient être considérées par les autres acteurs canadiens, tels qu'Elections Canada, comme des partenaires prioritaires, ce qui n'est pas encore le cas actuellement.

7. BIBLIOGRAPHIE

a. Ouvrages scientifiques

BELLUCCI Paolo, MARAFFI Marco, SEGATTI Paolo (2007) « Intermediation Through Secondary Associations: the Organizational Context of Electoral Behaviour », in GUNTHER Richard, MONTERO Jose Ramon, PUHLE Hans-Jürgen (eds.) *Democracy, Intermediation, and Voting on four Continents*. London. Oxford University Press. p. 404.

BRADY Henry E., SCHLOZMAN Kay Lehman, VERBA Sidney (1995) *Voice and Equality. Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge. Harvard University Press. p. 640.

DALTON Russell J. (2009) *Citizen Politics. Public opinion and political parties in advanced industrial democracies*. Washington. CQ Press. p. 349.

DOSMAN Edgar J. (1972) *Indians: The Urban Dilemma*. Toronto. McClelland and Stewart Limited. p. 192.

FRIDERES James S., GADACZ René R. (2008) *Aboriginal Peoples in Canada*. Toronto. Pearson Education Canada. p. 447.

HANSEN John Mark, ROSENSTONE Steven J. (2003) *Mobilization, Participation, and Democracy in America*. London. Longman Publishing Group. p. 333.

INGLEHART Ronald (1977) *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton. Princeton University Press. p. 482.

KIMBALL David C., NIEMI Richard G. (2011) *Controversies in Voting Behavior*. Washington. CQ Press. p. 468.

PUTNAM Robert D. (2000) *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*. New York. Simon & Schuster. p. 541.

SILVER Jim (ed.) (2008) *In Their Own Voices. Building Urban Aboriginal Communities*. Halifax. Fernwood publishing. p. 189.

VAN HAUTE Emilie (2009) *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*. Bruxelles. Editions de l'Université de Bruxelles. p. 208.

b. Articles scientifiques

ALPORT Kate, HILL Lisa (2010) « Voting Attitudes and Behaviours Among Aboriginal Peoples: Reports From Anangu Women ». *Australian Journal of Politics and History*. 56 (2). p. 242-258.

AYALA Louis J. (2000) « Trained in Democracy: the Differing Effects of Voluntary and Involuntary Organizations on Political Participation ». *Political Research Quarterly*. 53 (1). p. 99-115.

BAILER Stefanie, SCHULZ Tobias (2012) « The Impact of Organisational Attributes on Political Participation: Results of a Multi-Level Survey From Switzerland ». *Swiss Political Science Review*. 18 (1). p. 1-27.

BRADY Henry, NIE Norman H., SCHLOZMAN Kay Lehman, VERBA Sidney (1993), « Race, Ethnicity and Political Resources: Participation in the United States ». *British Journal of Political Science*. 23 (4). p. 453-497.

CAIRNS Alan C. (2003) « La participation électorale des Autochtones dans la communauté canadienne ». *Perspectives électorales*. 5 (3). p. 2-10.

DESCHENAUX, Frédéric, LAFLAMME, Claude, « Réseau social et capital social : une distinction conceptuelle nécessaire illustrée à l'aide d'une enquête sur l'insertion professionnelle de jeunes Québécois », *SociologieS* [en ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 02 juin 2009, consulté le 22 février 2015. URL : <http://sociologies.revues.org/2902>.

- FEATHERMAN Sandra (1983) « Ethnicity and Ethnic Candidates: Vote Advantages in Local Elections ». *Polity*. 15 (3). p. 397-415.
- FILER John E., KENNY Lawrence W., MORTON Rebecca B. (1991) « Voting Laws, Educational Policies and Minority Turnout ». *Journal of Laws and Economics*. 34 (2).p. 371-393.
- GUERIN Daniel (2003) « La participation des Autochtones aux élections fédérales canadiennes : tendances et conséquences ». *Perspectives électorales*. 5 (3). p. 11-17.
- HIBBING John R., THEISS-MORE Elizabeth (2005) « Citizenship and Civic Engagement ». *Annual Review of Political Science*. 8. p. 227-249.
- HUNTER Anna (2003) « Le point sur les questions entourant la représentation des Autochtones aux élections fédérales ». *Perspectives électorales*. 5 (3). p. 31-38.
- LADNER Kiera L. (2003) « Désaffection et nation. Les facteurs de la participation électorale autochtone ». *Perspectives électorales*. 5 (3). p. 24-30.
- QUINTELIER Ellen (2008) « Who is Politically Active: the Athlete, the Scout Member or the Environmental Activist? ». *Acta sociologica*. 51 (4). p. 355-370.
- ROCHA Rene R. *et al.* (2010) « Race and Turnout: Does Descriptive Representation in State Legislature Increase Minority Voting? ». *Political Research Quarterly*. 63 (4). p. 890-907.
- STOLLE Dietlind (1998) « Bowling Together, Bowling Alone: the Development of Generalized Trust in Voluntary Associations ». *Political Psychology*. 19 (3). p. 497-525.
- TEORELL Jan (2003) « Linking Social Capital to Political Participation: Voluntary Associations and Networks of Recruitment in Sweden ». *Scandinavian political studies*. 26 (1). p. 49-66.
- THOMAS M. Steen, ZINGHER Joshua N. (2012) « Patterns of Immigrant Political Behaviour in Australia: an Analysis of Immigrant Voting in Ethnic Context ». *Australian Journal of Political Science*. 47 (3). p. 377-397.
- WOLFINGER Raymond E. (1965) « The Development and Persistence of Ethnic Voting ». *The American Political Science Review*. 59 (4). p. 896-908.

c. Etudes/Rapports

- BEDFORD David, HOWE Paul (2009) *La participation électorale des Autochtones au Canada*. Etude rédigée pour Elections Canada et présentée à l'atelier d'Élection Canada à la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones tenue du 9 au 12 mars 2009. p. 41.

ENVIRONICS Institute (2010) *L'étude sur les Autochtones vivant en milieu urbain*. Toronto. p 208.

FOURNIER Patrick, LOEWEN Peter John (2011) *Participation électorale des Autochtones au Canada*. Rapport rédigé pour Elections Canada. p. 72.

HARELL Allison, PANAGOS Dimitrios, MATTHEWS J. Scott (2009) *Explication du taux de participation des Autochtones aux élections fédérales: coup d'œil sur l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba*. Etude commandée par Elections Canada et présentée à l'atelier d'Elections Canada à la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones tenue du 9 au 12 mars 2009. p. 32.

LADNER Kiera L., McCROSSAN Michael (2007) *La participation des Autochtones au Canada*. Documents de travail sur la participation électorale et les pratiques de rayonnement rédigés pour Elections Canada. p. 44.

d. Autre

BELANGER Yale (University of Lethbridge), exposé lors de la conférence organisée par le CUIAI *Human Rights Domain* et l'*Aboriginal Standing Committee on Housing and Homelessness*, à la bibliothèque publique de Calgary le 4 mars 2014.

ANNEXES

Annexe 1- Population autochtone et non-autochtone dans les villes étudiées.

Ville étudiée	Population totale	Population autochtone*
Calgary	979 480	24 425 (2,4%)
Edmonton	722 260	38 170 (5,2%)
Lethbridge	73 515	3455 (4,6%)
Red Deer	81 370	3600 (4,4%)

Source : Site internet de Statistique Canada, données issues du recensement nationale de 2006, <http://www.statcan.gc.ca/>, consulté le 22 février 2015.

*Population autochtone : sont incluses dans la population ayant une identité autochtone les personnes ayant déclaré appartenir à au moins un groupe autochtone, c'est-à-dire Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit, et/ou les personnes ayant déclaré être des Indiens des traités ou des Indiens inscrits tel que défini par la *Loi sur les Indiens* du Canada, et/ou les personnes ayant déclaré appartenir à une bande indienne ou à une Première nation (Statistique Canada).

Annexe 2- Précisions concernant le déroulement des interviews.

Date	Lieu	Organisation	Fonction de la personne interrogée
3 avril 2014	Edmonton	ANFCA	Directeur exécutif
2 avril 2014	Edmonton	FC Edmonton	Coordinatrice des programmes
3 avril 2014	Edmonton	FC Edmonton	Directeur exécutif
10 mars 2014	Calgary	FC Calgary	Directeur exécutif
7 avril 2014	Red Deer	FC Red Deer	Coordinatrice des programmes
10 avril 2014	Lethbridge	FC Lethbridge	Administratrice
12 mars 2014	Calgary	CUAI	Directrice exécutive
15 mars 2014	Calgary	USAY	Trésorière
10 avril 2014	Lethbridge	ACL	Directrice exécutive
7 avril 2014	Red Deer	Red Deer UAVS	Fondatrice

Annexe 3- Guide d'entretien.

- 1) *Could you briefly introduce yourself: How long have you been in the organization and what is your function?*
- 2) *I would like to know a little bit more about the organization itself.*
 - a- What are the main goals and programs of the organization?
 - b- How are you funded ?
 - c- What is the organization's structure (different teams, composition of the board of directors, etc.)?
 - a- In your opinion, what is its role to the Natives and to the Canadian society?
 - b- Do you sometimes organize events with non-Aboriginal organizations? Or do some non-Aboriginal people join in your events?
- 3) *As I'm in political science, I would be interested to know more about your « political functions », even if I know that you are a non-political organization.*
 - a- Do you think that the organization has any political functions, even if it is a non-political organization? If you do, which one?
 - b- Do you inform Natives about political issues?
 - c- Do you inform Natives about the Canadian political system?
 - d- Before the Canadian elections, do you inform Natives about it (for example, about the different candidates and their programs but also about how to register and cast a valid ballot)? If you do, how?